

Résultat global (rêve)

Les clients société civile de la SNV ont contribué à des changements institutionnels et de politiques en faveur de la réduction de la pauvreté des hommes et des femmes

SOMMAIRE

1. Contexte
2. Justifications
3. Stratégie d'intervention
4. Schéma d'intervention

1. Contexte

Le contexte général au NIGER

- Selon l'indice de développement humain du PNUD, le Niger est classé 173^{ième} sur 174 pays¹.
- Une réalité écologique austère amplifiée par les grandes sécheresses de 1973 et 1984 et un système de production peu développé qui induisent une insécurité alimentaire chronique et des conditions de vie exacerbées pour les populations dont 63% vivent en dessous du seuil de pauvreté en l'occurrence les femmes et autres inactifs
- Une persistance des inégalités et des iniquités Hommes – Femmes en défaveur des femmes
- Un taux d'analphabétisme parmi les plus élevé au monde (84%)
- Une opinion publique divisée et réservée face à des élites plus ou moins concernée par la pauvreté des femmes comme des hommes malgré l'adoption de programmes nationaux fédérateurs (SRP/OMD) qui demeurent méconnues par les populations
- Une stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) qui, depuis 2002, demeure l'unique cadre de référence du pays en matière de politique économique, sociale et financière
- Une reprise de la coopération internationale dont plusieurs partenaires techniques et financiers favorables au renforcement du processus démocratique, à l'équité et à l'égalité Hommes - Femmes et à la construction d'un Etat de droit
- Un processus politique stabilisé depuis 6 ans
- Un processus de décentralisation en cours qui prévoit de responsabiliser davantage les femmes et les hommes face à leur propre développement.

Le contexte spécifique aux Organisations de la Société Civile (OSC)

- L'émergence d'une société civile, concentrée dans la capitale, plus ou moins représentative, aux capacités et compétences limitées
- Une société civile plus orientée vers l'exécution de projets et la prestation de service qu'aux fonctions de groupe de pression et de force de proposition en faveur des femmes et des hommes.
- Une ouverture de plus en plus affichée de l'Etat d'associer la société civile dans des secteurs et structures consultatives stratégiques : la CENI, le CSC, SRP, le Comité du Code Rural, etc.
- L'émergence de structures de concertation, de réseaux et de leaders associatifs motivés par des changements institutionnels et politiques favorables aux femmes et aux hommes
- Un potentiel de ressources, de relations et de pouvoir d'influence sur l'opinion publique encore peu exploité par la société civile.

Le contexte spécifique de la stratégie société civile de la SNV Niger

La stratégie d'intervention *société civile* de la SNV Niger s'inscrit dans le quatrième axe stratégique de la SRP du Niger à savoir : *la promotion de la bonne gouvernance, le renforcement des capacités humaines et institutionnelles et la décentralisation.*

Cette stratégie s'appuie sur la reconnaissance par la SRP de la complémentarité Etat, Société Civile et Secteur Privé dans tous les domaines et mesures d'accompagnement prévus.

La stratégie s'adresse particulièrement aux OSC de niveau méso et macro, les ONG et AD à la base étant prises en compte dans les domaines de pratique thématique ou par leurs organisations intermédiaires.

¹ Les données chiffrées sont tirées de : NIGER-Communauté Européenne. Stratégie de coopération et programme indicatif 2001-2007. Page 6.

2. Justifications

- L'existence d'un espace institutionnel favorable aux fonctions de suivi évaluation de la gestion des affaires publiques par le citoyen et les Organisations de la Société Civile
- L'émergence de structures associatives fédératives au niveau régional (ex. : Chambre régionale de concertation des ONG/AD) et national (CCOAD, ROSEN, REDD, OIREN, etc.), intéressées par la fonction *groupe de pression* en faveur de changements politiques et institutionnels contribuant à l'amélioration du processus démocratique, la construction d'un Etat de droit et à la réduction de la pauvreté des populations
- La demande de ce type de structures en renforcement des capacités afin de jouer efficacement ce rôle de suivi évaluation de la gestion des affaires publiques
- La présence de ce type de structures dans nos portefeuilles client par domaine de pratique (ex. : CAPAN, CONGAFEN, ANDDH, KASSAI, MOORIBEN, CNOJ, etc.) et d'autres regroupant l'ensemble des domaines de pratique (ex. : CCOAD)
- Le potentiel d'élargissement des cercles d'influence des structures clientes au niveau régional et national au sein de structure ou de cadre de concertation multi domaine de pratique qui facilitent les relations entre eux et avec les autres structures de la société civile, médias, syndicats, associations religieuses et coutumières
- Le pouvoir d'influence sur l'opinion publique par des actions concertées de plusieurs de ces structures
- Le potentiel d'élargissement de leur cercle d'influence au niveau sous régional et international en facilitant les relations avec les autres clients des pays de la SNV
- Des réseaux de relation favorables à la réalisation des stratégies sous régionales de la SNV et au succès de campagnes mondiales soutenues par la SNV.

3. Stratégie d'intervention thématique << société civile >>

Résultats intermédiaires prévus

1. La représentativité des OSC clientes à caractère associatif est effective du niveau départemental jusqu'au niveau national dans nos zones d'intervention et nos domaines de pratique
2. Les capacités organisationnelles (fonctionnement, analyse, circulation de l'information, suivi évaluation de la SRP / OMD et force de proposition, lobbying et plaidoyer) des OSC clientes sont renforcées dans nos domaines de pratique
3. Les alliances et les actions concertées entre les différentes OSC (regroupement d'ONG/AD, pasteurs, agriculteurs, ADDHs, associations de consommateurs, opérateurs privés, syndicats, médias, AMN, etc.) sont dynamisées à la verticale et à l'horizontal dans nos domaines de pratique et nos zones d'intervention
4. Les relations de niveau institutionnel sont renforcées entre OSC clientes, les parlementaires, les ministères clés et les partenaires techniques et financiers (PTF)
5. Les capacités des OSC en suivi évaluation de la SRP et des OMD sont renforcées
6. La capacité d'influence des OSC clientes sur l'opinion publique a été renforcée et quatre d'entre elles ont utilisé les médias de masse afin de favoriser des changements institutionnels.

Produits/Services à développer

- Guide de suivi des actions publiques par le citoyen incluant le suivi budgétaire de l'Etat
- Guide en communication avec les médias de masse.

Financement de la stratégie d'intervention

- Financement d'activités de renforcement sur fonds propres (transport et repas)
- Intermédiation financière pour les activités des clients correspondant aux projets et programmes des PTF : PNUD, UE (volet appui acteurs non étatiques), et autres appuis disponibles détaillés dans le guide d'appui aux ONG/AD et OPA.

Partenaires stratégiques

Les partenaires stratégiques de la stratégie sont les partenaires techniques et financiers qui investissent des ressources humaines et financières dans la fonction de suivi évaluation des affaires publiques par les OSC tels : OIREN, Oxfam-Québec, PNUD, TATAMNAWA, FNUAP, Banque mondiale, Union Européenne, DED, SONGES, KARKARA, RENSE, Aide et Action, LWR, EIRENE, CECL, Ambassade du Canada, LWR, CARE, PLAN Niger, HKI, MATDC, etc.

Cadre de suivi évaluation de la stratégie

La stratégie société civile est gérée par le *groupe thématique Société Civile* composé d'un CT point focal par équipe d'intervention, idéalement le CT qui a comme client une CCOAD. Le groupe se compose de cinq CTs: un de Maradi, un de Tahoua, un de Zinder et deux de Niamey (un de l'équipe 1 et un de l'équipe 2). Il est prévu deux rencontres par an du groupe afin de faire le suivi évaluation de la stratégie. Le groupe est tiré par le CT société civile de l'équipe 1 du portefeuille Ouest qui répond des résultats obtenus devant le MT.

5. Schéma d'intervention de la thématique «Société civile et bonne gouvernance»

Résultat global (rêve) :

Les clients société civile de la SNV ont contribué à des changements institutionnels et de politiques en faveur de la réduction de la pauvreté des hommes et des femmes

Résultats intermédiaires ciblés	Indicateurs de progrès	Blocages actuels	Opportunités	Acteurs influents	Leviers	Activités à exécuter
1. La représentativité des OSC clientes est augmentée de 20% du niveau départemental jusqu'au niveau national dans nos zones d'intervention et nos domaines de pratique	-Evolution de la participation des représentants des OSC aux espaces de concertation de la SC, au niveau des régions d'intervention (/CCOAD et collectifs thématiques), au niveau national, sous régional et international -Evolution du membership	-Méconnaissance des opportunités offertes par le processus démocratique et la décentralisation par les populations et les OSC -Confusion de rôles entre les structures -Déficit de communication avec les membres	-Potentialités du processus démocratique et de la décentralisation en cours -Cadre fédérateur de la SRP et des OMD -Structure de réseautage en émergence au niveau national et régional	-Structures et leaders associatifs clients -MATDC et services déconcentrés -Ministère de la Décentralisation -Ass.Municipalités -Communes clientes -Médias, RACOMs	-Légitimité associative -Libéralisation des médias -Ressources mobilisables	-Atelier en faveur des femmes et des hommes en marketing associatif, en décentralisation, en opportunités démocratique, en espace de concertation et en réseautage
2. Les capacités des OSC clientes comme groupe de pression sont renforcées de 50% dans les domaines de pratique et les zones d'intervention de la SNV	-Evolution des capacités d'analyse de l'environnement institutionnel -Evolution des capacités en lobbying, plaidoyer, communication de masse de nos clients par domaine de pratique en faveur d'une bonne gouvernance -Evaluation avant et après le suivi des formations	-Faibles capacités des OSC en mobilisation de ressources, analyse des enjeux et force de proposition qui rassemblent -Instrumentation de la SC -Dominance de la fonction prestation de service	-Disponibilité de ressources mobilisables -Disponibilité d'expertise en renforcement des capacités -Disponibilité d'expériences réussies par les OSC dans d'autres pays de la sous région	-ONG Internationales -TATAMNAWA -Institutions de recherche -LCB privés en renforcement des capacités -Réseaux des OSC clients -PTF	-Priorisation de ce domaine dans la SRP -Consensus collectif sur ce besoin	-Circulation de l'information sur les appuis disponibles auprès des PTF -Intermédiation financière pour les OSC clientes -Ateliers : lobbying, plaidoyer, communication de masse, en mobilisation de ressources, analyse institutionnelle et force de proposition
3. Les relations entre les différentes OSC sont augmentées de 30% à la verticale et à l'horizontal dans nos domaines de pratique et nos zones d'intervention	-Evolution des réseaux d'alliance entre nos clients OSC aux niveaux horizontal et vertical par domaine de pratique -Evolution de la participation des OSC clientes à des actions concertées	-Individualisme pour captation de marché -Faible capacité de dégager des objectifs communs rassembleurs -Réticence de s'afficher avec des structures et des leaders d'opinion fichés trop radicaux -Interférence partisane	-Liberté d'expression reconnue -Processus démocratique et décentralisation en progression -Réactions aux décisions des autorités, enjeux, situations justifiant une large mobilisation des différents acteurs	-OSC clientes -ADDH -Ass. consommateurs -Syndicats -Ass. de médias -Ass. secteur privé -Cadres de concertation thématique -Forum social	-Evènements à fort potentiels de mobilisation -Causes supportées par l'opinion publique nationale et internationale	-Facilitation de la circulation de l'information des OSC -Facilitation des cadres de concertation intra et inter domaines de pratique aux niveaux communal, régional, national, sous régional et international (réseautage) -Atelier thématique mobilisant des clients de différents domaines de pratique par des OSC clientes

Résultats intermédiaires ciblés	Indicateurs de progrès	Blocages actuels	Opportunités	Acteurs influents,	Leviers	Activités à exécuter
4. Les relations de niveau institutionnel sont augmentées de 30%) entre les OSC clientes, la SC, les parlementaires, les ministères clés et les partenaires techniques et financiers (PTF)	-Evolution des portefeuilles de relation des clients dans leur environnement institutionnel -Evolution du nombre d'actions concertées entre OSC clientes, secteur privé, structures gouvernementales et Communes par domaine et zone de pratique	-Faible crédibilité des OSC -Faiblesse de l'analyse institutionnelle à tous les niveaux -Faible circulation de l'information -Instrumentalisation de la SC	-Existence d'intérêts convergents entre les intervenants à tous les niveaux -Potentiel de relations entre les intervenants -Expertise en réseautage et alliance stratégique disponible	-OIREN -MATDC et services déconcentrés -Structure étatique liés à nos domaines de pratique -Membres de l'Assemblée nationale -PTF -Cellule SRP	-Convergence des intérêts -Regroupement des expertises -Fonds disponibles	-Atelier d'analyse de l'environnement institutionnel -Intermédiation pour le développement de relations stratégiques en faveur des clients -Poursuite de la contractualisation avec les structures étatiques clés, médias privés, syndicats, associations, coutumières, religieuses, parlementaires -Appui à la recherche d'information stratégique -Appui participation et restitution des OSC aux ateliers nationaux, sous régionaux et internationaux
5. Les capacités des OSC clientes en suivi évaluation du budget de l'Etat, de la SRP et des OMD sont renforcées et quatre d'entre elles sont impliquées dans le dispositif national de suivi évaluation en décembre 2005	-Le nombre d'OSC clientes impliqué dans le dispositif de suivi évaluation de la SRP et des OMD est passé de 0 en 2004 à 4 à la fin 2005 -Evolution du nombre de prise de position des OSC sur SRP/OMD	-Déficit d'appropriation de la SRP et des OMD -Méconnaissance du rôle de suivi évaluation de la bonne gouvernance consenti aux OSC par l'Etat	-Participation des populations à la vie publique suscitée par l'Etat -Participation de la SC à la SRP accepté par l'Etat et appuyée par les PTF	-PNUD -RenSE -Observatoire de la - pauvreté -DGEPD -DEP -SP SRP -Réseau des CCOAD et chefs de file par domaine de pratique -Communes ONPF Congafen	-Concept fédérateur au niveau national et international -Communication facilitée	-Atelier national et régionaux de sensibilisation sur la SRP et les OMD par les OSC clientes les plus avancées dans ce domaine -Echanges avec les autres Organisations internationales sur les procédures de suivi évaluation des SRP/OMD -Partenariat potentiel avec les structures responsabilisées en suivi évaluation SRP/OMD -Facilitation de la participation des OSC dans le suivi évaluation des résultats de développement des Communes.
6. La capacité d'influence des OSC clientes sur l'opinion publique a été renforcée et quatre d'entre elles ont utilisé les médias de masse afin de favoriser des changements institutionnels.	-Le nombre de prises de position diffusées dans les médias de masse a augmenté de 50% chez 4 OSC clientes entre 2004 et la fin 2005	-Environnement politique plus concernés par la captation de ressources financières que l'amélioration des conditions de vie des populations -Faible capacité de pression des OSC sur les élites politiques et économiques	-Processus démocratique et construction d'un état de droit soutenus par l'opinion publique nationale et internationale -Leaders associatifs en émergence	-Médias -Syndicats -PTF -Médias privés -Leaders associatifs -Structures animant des campagnes mondiales/OMD -Conventions internationales	-Besoins et intérêts des populations -Communication de masse -Opinion publique	-Atelier de formation sur la réalisation de campagnes médiatiques genre sensible -Appui conseil dans l'action sur des cibles bien identifiées par les OSC clientes -Appui conseil en réseautage aux niveaux régionaux, national, sous régional et international.